

À vos côtés, nous en appelons aux autorités éducatives et au gouvernement français afin qu'ils reconnaissent les syndicats de l'enseignement en leur qualité de **partenaires sociaux** dans le cadre d'un **dialogue social durable et effectif**, en vue de contribuer de manière constructive à la **mise en œuvre de systèmes éducatifs de qualité**.

Ces revendications font d'ailleurs écho aux quatre revendications clés de la Campagne du CSEE intitulée « [Façonner l'avenir de l'Europe avec les enseignant·e·s](#) », à travers laquelle nous exigeons des autorités éducatives et gouvernements européens :

- 1 – Une éducation de qualité pour tous
- 2 – Une augmentation de l'investissement public et de l'attractivité de la profession
- 3 – Le renforcement du dialogue social et l'implication des syndicats de l'éducation dans la prise de décision
- 4 – La promotion de la citoyenneté démocratique et de l'inclusion

Un dialogue social concret impliquant les représentant·e·s syndicaux·ales constitue la pierre angulaire d'une société prospère, davantage encore lorsqu'il s'agit de l'élaboration de politiques qui ont une incidence directe sur celles et ceux qui endossent la responsabilité de les mettre en œuvre.